

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 04 FEVRIER 2014**

CH/RT

**OBJET : N° 1.7. – ADMINISTRATION GENERALE –
DEMANDE DEGREVEMENT CAMPING A VALS-LES-BAINS -**

L'an deux mille quatorze, le quatre du mois de février à neuf heures quinze minutes, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Etaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Marie DURIEU, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean OZIL, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Max THIBON, Vice-Président du Syndicat,

M. Jean COROMINA, Vice-Président du Syndicat,
M. Roland BOULLE, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacques BOYER, Vice-Président du Syndicat.

Etaient absents :

M. Jean POUZACHE, Vice-Président du Syndicat,
M. René UGHETTO, Vice-Président du Syndicat,
M. Jacky BARBE, Vice-Président du Syndicat.

A été élu secrétaire de séance : M. Max THIBON.

**OBJET : N° 1.7. – ADMINISTRATION GENERALE –
DEMANDE DEGREVEMENT CAMPING A VALS-LES-BAINS -**

Envoyé en préfecture le 17/02/2014

Reçu en préfecture le 17/02/2014

Affiché le



(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du Comité Syndical en date du 23 novembre 2009).

Par courrier du 15 octobre 2013, la SAUR interpellait le SEBA sur l'éventualité d'accorder un dégrèvement au profit du camping « Au fil de la Volane » sis à Vals les Bains, suite au constat d'une fuite d'eau sur la période du 10 février 2011 au 25 mai 2012, la facture de juin 2012 présentant une consommation de 3 519 m³.

Une première demande de dégrèvement avait été formulée en 2013 mais aucune preuve de réparation n'avait pu être apportée par l'intéressé. Un avis défavorable à cette requête avait donc été émis.

Le 25 août 2013, le gérant du Camping a établi une attestation informant SAUR qu'une réparation avait été effectuée par ses soins. Aussi, les dispositions du décret du 24 septembre 2012 ne pouvant s'appliquer dans ce cas précis, il est proposé d'accorder un dégrèvement au titre du règlement interne du SEBA, dans la limite du volume plafonné à 1000 m³.

Considérant que le montant à prendre en compte dépasse 4 000,00 €uros, le Bureau Syndical est appelé à délibérer sur cette proposition.

Après en avoir délibéré, le Bureau Syndical, à l'unanimité des membres présents, **ADOpte** cette proposition.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,
Le Président,

Jean PASCAL